

La Suisse de l'entre-deux-guerres [Roland Ruffieux]

Autor(en): **Fleury, Antoine**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **26 (1976)**

Heft 3

PDF erstellt am: **29.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

mation von Kirche und Gesellschaft, zu. In der bis heute umstrittenen auf Zwinglis Wirken in der Öffentlichkeit bezogenen Frage soll der Reformator trotz seines zeitweise sehr grossen Einflusses doch immer nur Berater gewesen sein, der versuchte, Staat und Gesellschaft mit ihrer bloss menschlichen Gerechtigkeit gelten zu lassen; aber nur relativ, nicht absolut. Absolut gilt allein die göttliche Gerechtigkeit. Diese relative Kritik der Gesellschaft und ihrer Einrichtungen, kam in den konkreten Eigentums- und Zinsfragen zum Ausdruck. Hier schlug Zwingli lange vor Calvin den realistischen neuen Weg ein, indem er offen anriet, das Zinsnehmen im menschlich und moralisch zu ertragenden Rahmen zuzulassen. Auf politischer Ebene hatte Zwingli den Aufbau der zürcherischen Herrschaft in der Ostschweiz eindeutig aus religiösen Überlegungen gefordert; die Zürcher Obrigkeit dagegen trieb «Imperialismus unter dem Vorwand der Religion». Abschliessend werden Bullinger und Calvin als Vollender des von Zwingli begonnen Reformatiionswerkes in weiten Teilen West- und Osteuropas erwähnt. Auf welche Art Calvin von Zwingli beeinflusst wurde, wird jedoch nicht erwähnt, was vom Leser etwas bedauert wird und zugleich eine Forschungslücke aufdeckt, die man zu den von Büsser angedeuteten noch hinzufügen darf.

Genf

Martin Körner

ROLAND RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*. Lausanne, Payot, 1974. In-8°, 446 p., ill.

Plusieurs études ont été consacrées ces dernières années à l'un ou l'autre aspect de l'entre-deux-guerres, mais aucune ne s'était attachée à suivre systématiquement l'évolution de l'histoire nationale suisse dans ses aspects politiques, économiques, sociaux, institutionnels et idéologiques comme le tente le professeur Ruffieux qui parle de son ouvrage comme d'un «premier essai de regrouper les données jusqu'ici dispersées en utilisant les ouvrages disponibles et en ne remontant qu'exceptionnellement aux sources» (p. 6). C'est dire l'opportunité de cette publication au moment où, depuis le 1^{er} novembre 1973, les documents officiels de cette période sont accessibles aux chercheurs. Travail de synthèse, agréablement illustré, l'ouvrage est divisé en six chapitres. Le premier, intitulé «La fin des illusions», est consacré à la guerre 1914–1918; l'auteur analyse les difficultés que doit affronter le gouvernement fédéral pour maintenir une politique de neutralité, d'une part face à une opinion publique profondément divisée quant à ses préférences pour l'un ou l'autre camp, d'autre part à cause de «l'asservissement économique» auquel les nécessités de la production et de l'alimentation avaient conduit le pays. Dans les chapitres suivants, «Les années tournantes 1918–1922», «La prospérité 1923–1929», «La crise mondiale 1929–1935» et «Le redressement national 1936–1939», Ruffieux traite tour à tour les problèmes intérieurs et extérieurs; il suit l'évolution de la politique intérieure sous ses aspects sociaux, économiques, politiques – études

des partis, des nombreux groupes et cénacles – ainsi que les problèmes institutionnels – les initiatives populaires, l’instauration de la paix du travail, le débat sur la révision de la constitution. J’apprécie la manière pertinente avec laquelle il place les problèmes suisses dans le contexte plus vaste de l’Europe et du monde. S’il est évident que la Suisse ne saurait échapper à la conjoncture internationale, il peut être éclairant de voir comment se répercute chez nous les grands problèmes extérieurs. C’est là un moyen sûr de dégager, s’il y a lieu, la spécificité suisse qui n’est pas toujours là ou l’on peut être porté à la voir. Ainsi la Suisse subit les effets de la grande dépression, mais vu la précarité de ses ressources économiques, elle pourrait être entraînée plus rapidement qu’aucun autre pays à la faillite. Or, grâce à ses institutions sociales et politiques qui lui permettent d’adapter plus aisément que la plupart de ses voisins l’ensemble du corps social aux nécessités du temps, la Suisse réussit à traverser les années sombres sans grands bouleversements; le jeu institutionnel amortit les chocs et neutralise les réactions épidermiques. L’auteur illustre fort bien ce jeu institutionnel lorsqu’il présente le débat sur la réforme de la constitution et le sort fait aux groupes frontistes. Affinant son analyse, le professeur fribourgeois se sert judicieusement de quelques concepts de la science politique; cela lui permet de situer les affaires suisses dans une problématique plus générale de l’évolution des sociétés démocratiques contemporaines. Le trait dominant de la société suisse de l’entre-deux-guerres, c’est d’une part la permanence des tensions sociales et ceci jusque dans la guerre (le dernier chapitre, consacré à 1940, le montre bien) et d’autre part l’interrogation, particulièrement vive dans les années trente, sur les institutions politiques, économiques et sociales. La politique étrangère est présentée à la fin de chacun des chapitres. Dans le premier, on suit les tentatives du conseiller fédéral Hoffmann, chef de notre diplomatie, désireux de jouer l’honnête courtier entre les puissances belligérantes; à l’occasion de la mission du socialiste Grimm à Petrograd, Hoffmann apprend à ses dépens que la Suisse ne doit pas se mêler des affaires des grands. Dans le deuxième, on assiste au grand débat sur l’entrée de la Suisse dans la Société des Nations, aux efforts tenaces d’un groupe d’hommes qui réussit à imposer cette première grande option de politique étrangère qui se soit présentée à la Suisse depuis la création de l’Etat fédéral. Pourtant les Suisses n’ont pas travaillé avec autant d’espoir à constituer «un front des Etats neutres» comme le suggère l’auteur (p. 93); en effet, les délégués suisses à la conférence de la paix à Paris n’ont pas refusé la concertation, mais redoutaient par-dessus tout d’être assimilés aux autres neutres; en fait, ils cherchaient un statut spécial de neutralité pour la Suisse, et l’obtiendront. Par ailleurs, bien qu’il ait proclamé officiellement son désir d’entretenir des liens diplomatiques avec toutes les puissances, le Conseil Fédéral n’a pas réussi à renouer avec le gouvernement soviétique, même pas pendant la période de «détente progressive dans les relations extérieures» dont il est question dans le troi-

sième chapitre (1923–1929). Toutefois, si quelque 6000 Suisses sont rapatriés de Russie (p. 114), quelque 2000 sont demeurés en URSS, puisque l'on en dénombrerait 8000 au moment de la Révolution.

L'évolution des régimes politiques chez les voisins a toujours préoccupé les autorités et les populations suisses. Après la Première Guerre mondiale, l'instauration du régime fasciste en Italie, puis celle du régime national-socialiste en Allemagne provoquèrent deux types de dangers, d'une part la subversion intérieure que favorisaient tous les partisans de «l'ordre nouveau», d'autre part les pressions extérieures exercées sur les autorités fédérales pour les amener à orienter la politique du pays dans le sens souhaité par Berlin et Rome, dangers qui se conjuguèrent en 1940 à une probabilité grandissante d'intervention militaire contre la Confédération. Considérant les relations italo-suisse, l'auteur ne force-t-il pas quelque peu quand il écrit que «durant l'entre-deux-guerres, les relations entre Berne et Rome dépendront étroitement de celles de la Confédération avec le Tessin» (p. 116)? Certes, les Tessinois surent habilement tirer parti de l'intérêt que Mussolini leur portait, en augmentant leur enchère auprès des autorités fédérales, mais les intérêts économiques, financiers et politiques liant les deux pays ne l'emportaient-ils pas de loin sur la problématique récupération des Tessinois par le Duce? Ne sont-ce pas d'ailleurs aussi ces intérêts divers entre l'Allemagne et la Suisse qui réduisirent finalement à un rôle marginal les nombreux groupes qui s'imaginaient pouvoir instaurer «l'ordre nouveau» en Suisse? Ruffieux relève fort opportunément la réaction spécifique de la Suisse par rapport aux autres démocraties occidentales, que ce soit devant l'Anschluss, ou après la conférence de Munich. A propos de l'Autriche (pp. 268–270) n'était-il pas possible de fournir quelques données sur l'ampleur de l'engagement financier et industriel helvétique dans l'œuvre de reconstruction économique et d'assainissement financier de ce pays?

Puis-je encore me permettre une ou deux remarques? Peut-on parler d'une «expansion pacifique de l'Europe à travers le monde» qui a créé le grand marché commercial auquel les Suisses prennent part? (pp. 9/10). On sait que la colonisation, ou plus exactement l'expansion impérialiste des puissances européennes en Asie et en Afrique, n'a pas été l'œuvre exclusive des marchands! Quant à l'entrée de G. Ador au Conseil Fédéral (p. 48), n'est-ce pas forcer un peu en faveur du Suisse romand que d'affirmer qu'il «lui faut également céder la division du commerce à Schulthess», après s'être vu imposer la création d'une délégation du Conseil Fédéral aux affaires étrangères? Or, cette délégation n'a pas été créée par méfiance de la Suisse alémanique à l'égard du Genevois, mais bien pour empêcher à l'avenir des initiatives trop personnelles du chef du département politique, du type de celles de Hoffmann en 1917. Quant à la séparation de la division du commerce du département politique, c'est Ador qui la suggère d'emblée lorsqu'il met comme condition à son entrée au gouvernement l'obtention du département politique!

On trouve à la fin de cet excellent ouvrage dont la lecture est agréable et pleine de suggestions pour l'historien et le politologue, deux pages de portraits photographiques de personnalités, une chronologie des événements suisses et européens, une bibliographie générale et par chapitre ainsi qu'un index des noms de personnes.

Genève

Antoine Fleury

EDGAR BONJOUR, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*. Bd. 8; *Dokumente 1939–1945*. 374 S. Bd. 9; *Dokumente 1939–1946*. 428 S. Helbing & Lichtenhahn, Basel und Stuttgart, 1975/76.

Bonjour schliesst seine Geschichte der schweizerischen Neutralität mit zwei weiteren Dokumentenbänden ab (vgl. diese Zeitschrift 1975, S. 368 bis 377). Das neunbändige Werk zerfällt in drei Teile von je drei Bänden. Der erste Teil erschien 1965–1967 und enthält die Geschichte der Neutralität von den Anfängen bis 1939. Der zweite Teil besteht aus dem sogenannten «Bericht Bonjour»; es war die im Auftrage des Bundesrates erschienene Darstellung der schweizerischen Aussenpolitik während des Zweiten Weltkrieges. Damit wurde die Ausweitung des Themas angedeutet. Die drei Bände des zweiten Teiles erschienen im Jahre 1970. Mit dem dritten Teil erhielt das Werk ein neues Gesicht; es wurde zur Dokumentensammlung; diese drei letzten Bände erschienen 1974–1976. Auf die im Vorwort des siebten Bandes geführte Klage über die Zensur des Eidgenössischen Politischen Departements wurde bereits hingewiesen. Es ist erfreulich, dass sich die Hoffnung auf Lockerung der Publikationsvorschriften erfüllte; so erhielt der Bearbeiter die Möglichkeit, ausgewählte Berichte der schweizerischen Gesandten im Auslande zu veröffentlichen. Es war oft schwer, unter den Gesandtschaftsberichten «Akten von besonderer Aussagekraft» zu finden. Vor allem in Diktaturstaaten hatten es die Gesandten nicht leicht, Kontakt mit massgebenden Personen zu finden; sie waren allzu oft auf Bankettgeschwätz angewiesen und ihre Berichte sagten dementsprechend wenig aus. Es war ein Glücksfall, wenn Frölicher, der schweizerische Gesandte in Berlin, von einem geistig hochstehenden und politisch unabhängigen Mann wie dem Chirurgen Sauerbruch zur Kenntnis nehmen durfte, dass die Schweiz bei den nationalsozialistischen Parteigrössen aus Gründen der politischen Weltanschauung sehr unbeliebt sei, dass aber Konzessionen auf andern Gebieten nichts ändern könnten und infolgedessen zwecklos seien. Frölicher, für den das Leisetreten der Schweizer Presse das Hauptproblem war, hätte aus Sauerbruchs Äusserung etwas lernen können.

Manche Quellenstellen belegen die überragende Bedeutung des schweizerischen Wirtschaftsbeitrages. Frölicher wusste am 27. März 1942 zu berichten, dass Reichsminister Funk mit der wirtschaftlichen Leistung der Schweiz zufrieden sei und keinen Grund habe, das Verhältnis zur Schweiz zu trüben; es scheine ihm, «dass man an gewissen Berlinerstellen der nicht